

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC SOCODELI

1195 Chemin des Caires
26 800 Étoile-Sur-Rhône

Références : 20260126-RAP-DAEN0086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2026 dans l'établissement CHIMIREC SOCODELI implanté 1195 Chemin Les Caires 26 800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 11/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC SOCODELI -ex VOLLE
- 1195 Chemin Les Caires 26800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les principales installations du site sont les suivantes :

Un bâtiment composé essentiellement de bureaux et d'une aire de dépotage des huiles usagées. La collecte de ces huiles est assurée au moyen de deux camions citerne.

Le site comprend notamment 6 cuves aériennes de stockage de 65 m³ chacune, dont 4 affectées au stockage d'huiles usagées, une au stockage de liquides de refroidissement, et une au stockage d'eaux souillées (eaux de nettoyage industrielles).

Thème de l'inspection : Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de l'inspection :

- le compteur de coups de foudre du site a été contrôlé, il indique "0" ;
- au niveau de la base des supports métalliques des cuves de stockage de déchets liquides (et non les cuves), des points de corrosion apparaissent, il convient de surveiller leur évolution.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Clôture	Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
3	Directive IED - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article Annexe - Paragraphe 5.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 9	Sans objet
4	Directive IED - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 4	Sans objet
5	Directive IED - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 5	Sans objet
6	Directive IED - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site exploité par la société Chimirec à Etoile est de petite taille, aucune non-conformité grave n'a été découverte, son suivi est assuré de façon régulière.

L'exploitant précise que la quantité annuelle d'huiles usagées collectées est quasiment stable au fil des ans. En 2024, cette quantité se situait aux alentours de 2 500 tonnes, comme en 2023. En 2025, la quantité s'élèverait à environ de 2400 tonnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Intrusion - Malveillance
Prescription contrôlée : L'établissement sera efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler fréquemment son intégrité.
Constats : La clôture du site a été perçue en plusieurs endroits, son état est globalement acceptable. Toutefois, certaines portions ne sont pas (ou difficilement) accessibles du fait du développement de la végétation. Cette végétation est à tailler de façon à éviter la dégradation de la clôture. Soulignons que le site est doté de dispositifs de détection d'intrusion, et notamment de 8 caméras. L'exploitant précise qu'il n'a pas été constaté d'intrusion durant l'année 2025. Le bâtiment du site est fermé à clé en l'absence de personnel, de même qu'un petit local situé au Sud-Ouest, à l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les végétaux empêchant d'accéder à la clôture sont à tailler, de façon à ce que la clôture ne soit pas dégradée et demeure accessible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : L'exploitant rappelle que lors de leur visite du site en février 2024, les sapeurs-pompiers ont confirmé qu'en cas d'incendie au niveau de l'une des cuves de stockage de déchets (huiles usagées essentiellement), leur intervention serait réalisée avec un émulseur, ce qui ne nécessite que peu d'eau. De ce fait, la rétention actuelle fera également office de bassin de confinement, sous réserve qu'elle soit opérationnelle, c'est à dire étanche et vide d'eau de pluie.

En conséquence, aucune disposition particulière ne serait à prendre en cas d'incendie pour assurer la maîtrise des effluents générés et liés à l'intervention des sapeurs pompiers (huiles, mousse).

Le poteau d'incendie situé à l'entrée du site serait suffisant. Dans le plan de défense incendie (voir point de contrôle n°4), il est précisé que son débit et sa pression sont vérifiés tous les 3 ans.

La zone du site pour laquelle le risque d'incendie semble le plus important est la zone de dépotage des huiles et autres déchets liquides collectés, située dans le bâtiment.

Dans cette zone se trouvent 6 extincteurs à poudre polyvalente de 9 kg, ainsi qu'un extincteur mobile à poudre polyvalente de 50 kg. Ces équipements sont bien signalés, leur étiquette montre qu'ils ont été contrôlés en octobre 2025.

L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle correspondant, rédigé par la société ARDROM. Le site compte un total de 8 extincteurs (cohérence avec le plan de défense incendie, voir le point de contrôle n°4). Sur le rapport de contrôle figurent aussi les extincteurs à poudre polyvalente des 2 camions de collecte d'huiles usagées associés au site : Un extincteur de 9 kg, deux de 6 kg un de 3 kg et un de 2 kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Directive IED - Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 4

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

I. Système de management environnemental

4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : (...)

g) Programmes de maintenance

Constats :

L'exploitant explique qu'une GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) est déployée sur le site de Beaucaire, mais pas encore celui d'Etoile, pour lequel l'outil Groupe Mysherlock Dekra est en place. Cet outil permet d'assurer une traçabilité des contrôles périodiques effectués dans le site (installations électriques, portail d'entrée, etc...). L'exploitant explique qu'un partenariat existe avec la société Dekra, tous les rapports de contrôle rédigés sont numériques et accessibles à la société CHIMIREC dès qu'ils sont signés.

Examen d'équipements particuliers :

1/ Les sondes numériques de niveau des cuves de stockage, mises en place en 2025, sont opérationnelles. Le niveau (et donc le volume) des huiles et autres déchets liquides stockés dans chaque cuve est présenté à l'inspection sur écran informatique.

L'exploitant souligne que la fiabilité de ces sondes est vérifiée chaque lundi : Un employé dans le site d'Etoile contrôle le niveau de chacune des 6 cuves avec leur jauge manuelle, puis il envoie ces informations au site de la société CHIMIREC à Beaucaire, qui assure la gestion du site d'Etoile.

Les informations sont comparées aux résultats des sondes en place : Les écarts se limitent à environ 2 m³, pour un volume de cuve de 65 m³. Ceci montre la fiabilité satisfaisante de ces sondes. L'étape suivante est de pouvoir asservir le fonctionnement de la pompe de dépotage des déchets liquides du site d'Etoile au niveau haut de la cuve en cours de remplissage, l'objectif étant de supprimer le risque de débordement.

L'exploitant explique que des essais sont en cours dans le site de Beaucaire. Il semblerait que le procédé de détection par "lame vibrante" donne satisfaction. D'autres procédés ont été testés

<p>sans succès, notamment du fait de la présence parfois de mousse dans la cuve.</p> <p>L'exploitant précise que dès qu'un procédé de détection de niveau haut sera reconnu fiable, il sera mis en place, d'abord sur le site de Beaucaire, puis sur celui d'Etoile.</p> <p><u>2/ Les détecteurs d'incendie</u> : Leur contrôle a été réalisé par la société CHUBB le 18 décembre 2025. L'examen du rapport correspondant montre l'absence d'anomalie.</p> <p>L'exploitant précise qu'en cas de détection d'incendie ou d'intrusion, la société CHUBB contacte l'exploitant, ainsi qu'une société ayant pour mission d'aller sur place pour effectuer une levée de doute. L'exploitant signale que grâce aux caméras du site gérées depuis un téléphone mobile, il peut également effectuer un contrôle immédiat des lieux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection une présentation plus complète de l'outil Groupe Mysherlock Dekra, de façon à montrer que cet outil répond pleinement au point réglementaire contrôlé (Mise en œuvre de procédures concernant (...) les programmes de maintenance).</p> <p>L'objectif est de disposer de procédures exhaustives et précises portant sur les opérations de maintenance nécessaires pour chaque équipement ou installation du site d'Etoile touchant à la sécurité et la protection de l'environnement. Les contrôles périodiques peuvent éventuellement y être ajoutés.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit assurer la traçabilité des actions correctives effectuées pour supprimer les anomalies relevées dans les rapports de contrôles périodiques, notamment celui relatif aux installations électriques, qui date du 19/12/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Directive IED - Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Système de management environnemental</p> <p>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : (...)</p> <p>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une procédure intitulée " Prévention des situations d'urgence et capacité à réagir " ; - un compte rendu de test d'une situation d'urgence ; - le Plan de Défense Incendie (PDI) du site. <p><u>1/ Procédure intitulée " Prévention des situations d'urgence et capacité à réagir "</u></p> <p>Cette procédure décrit les modalités d'identification des situations d'urgence relatives à la Qualité, à la Sécurité et à l'Environnement. Elle détermine également le comportement à adopter pour prévenir et réduire les impacts éventuellement associés.</p> <p>Elle est appliquée à toutes les activités du Groupe CHIMIREC en France. Cette procédure est générale et constitue un tour d'horizon important, concernant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - la gestion des tests de situation d'urgence, leur planification, les exercices d'entraînement aux situations d'urgence, le retour d'expérience, etc... - la prévention des situations d'urgence ; - les enregistrements des incidents/accidents. <p><u>2/ Compte rendu de test d'une situation d'urgence sur le site d'ETOILE</u></p> <p>Ce test a été réalisé le 17 octobre 2025. La situation d'urgence suivante a été posée : Départ de feu dans l'armoire électrique située sur le quai à côté de la pompe des cuves de stockage des déchets liquides. Les réactions des deux chauffeurs du site d'Etoile, seuls employés habituellement présents sur le site, ont été examinées.</p> <p>Le moyen de lutte engagé a été l'extincteur le plus proche, à poudre polyvalente, et le déclenchement du DM (Déclencheur Manuel de l'alarme) a été fait.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des attestations de formation sur la maîtrise du risque incendie "Equipier de première intervention", datant du 12 septembre 2024 pour les deux chauffeurs du site d'Etoile.</p> <p>Dans la mesure où ce sont ces deux chauffeurs qui effectuent le dépotage de leur camion et d'autres contrôles touchant à la sécurité et la protection de l'environnement, ils doivent avoir suivi d'autres formations, ce qui n'a pas été examiné dans le cadre de ce point de contrôle.</p> <p><u>3/ Plan de Défense Incendie</u></p> <p>Il n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Directive IED - Système de management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Audit interne ou externe</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Système de management environnemental</p> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : (...)</p> <p>d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection un "audit prévention" effectué le 4 février 2025, demandé par les assurances. Les auditeurs sont :</p> <p>C. VANNIER : Mandaté par le Groupe CHIMIREC pour réaliser tous les audits assurances des filiales CHIMIREC (ACT SAS audit-risques & associés, 31 RUE DE JERSEY 14 000 CAEN)</p> <p>N. FIXOT : Responsable Achats du Groupe CHIMIREC</p> <p>Étaient présents à l'audit : Madame ROBERT : Responsable QSE de la société CHIMIREC</p> <p>SOCODELI et monsieur FOURNIER, Responsable Maintenance de la société CHIMIREC SOCODELI.</p> <p>Cet audit, très complet, débouche sur les conclusions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le site est bien tenu, (rangement, propreté) les consignes connues et appliquées par les 2 opérateurs (chauffeurs) présents - périodiquement - sur le site. - La documentation est bien tenue et disponible. - Les non-conformités relevées lors de l'audit prévention de 2024 sont corrigées. - Sont signalés quelques écarts relatifs aux installations électriques et à la détection incendie. <p>L'exploitant signale que l'écart concernant la détection incendie porte sur une correction</p>

demandée, que le prestataire (société CHUBB) refuse d'effectuer (simple correction de document).

L'exploitant précise à l'inspection :

- qu'un audit interne a été réalisé sur le site d'Etoile le 9 et 10 décembre 2025 (n'a pas été examiné le jour de la visite) ;
- qu'un audit portant sur la qualité, la sécurité et l'environnement (QSE) est programmé en juin 2026 par l'AFNOR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Directive IED - Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I - 6

Thème(s) : Autre, Revue par la direction

Prescription contrôlée :

- I. Système de management environnemental (...)
- 6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction

Constats :

L'exploitant précise que le Groupe est audité tous les ans pour les normes ISO 9001, 14001 et 45001.

L'exploitant nous a communiqué quelques jours après la visite d'inspection, le certificat AFAQ pour le site d'Etoile (N°2010/38746.14), ainsi que deux documents très complets : La procédure QSE applicable à toutes les filiales du Groupe CHIMIREC (version 4 du 9 avril 2024), et un tableau numérique intitulé "*Grille audit système QSE CHIMIREC socodeli beaucaire 9-10.12.2025*".

L'examen de ce tableau, très fourni, conduit au bilan suivant pour le site d'Etoile :

Récapitulatif des constats

Non-conformité Majeures :	0
Non-conformité Mineures :	4
Points Sensibles :	14
Pistes de progrès :	23
Points forts :	43

Afin d'enregistrer toutes ses actions, l'exploitant utilise le logiciel AXONE. Il a communiqué à l'inspection, à titre d'exemple, toutes les actions prises pour la gestion de l'affaire " lot d'huiles usagées contenant des PCB" survenue en janvier 2025 et évoquée dans ce rapport.

L'inspection constate que la procédure QSE est en place et appliquée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Qualité des rétentions

Prescription contrôlée :

<p>Article 6 modifiant le paragraphe 4.71 de l'arrêté préfectoral n°671 du 25 février 1999 :</p> <p>" Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur".</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions associées aux cuves de stockage de déchets liquides ont été contrôlées le 29 janvier 2025, la fiche de contrôle associée "Fiche de contrôle fosses" est présentée à l'inspection, elle ne fait état d'aucune non-conformité.</p> <p>L'examen de ces rétentions lors de l'inspection montre qu'elles nécessitent d'être nettoyées. Ceci étant, dans les zones examinées, aucune fissure n'a été aperçue.</p> <p>Dans le bâtiment principal du site, au niveau de la zone de dépotage, se trouve une fosse recouverte par des plaques métalliques lourdes. Ces plaques n'ont pas pu être levées pour pouvoir examiner l'intérieur de la fosse. Or, cette fosse se situe dans la zone de rétention des camions de collecte des déchets liquides quand ils sont dépotés. Il faut donc s'assurer que cette fosse est bien étanche.</p> <p>Une petite fosse est constatée sous le auvent prolongeant le bâtiment sur sa partie Est. Elle est ouverte, une canalisation (probablement une canalisation d'eau) y est constatée, ainsi que des orifices : L'exploitant devra s'assurer qu'elle ne peut pas être susceptible d'être à l'origine de fuites de déchets liquides dans le sol en cas de situation accidentelle lors d'une opération de dépotage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Actions à mener <u>dans les meilleurs délais</u>, au plus tard sous 3 mois :</p> <p>L'exploitant doit faire nettoyer régulièrement les rétentions associées aux cuves de stockage de déchets liquides, et s'assurer de leur parfaite étanchéité. Des photographies seront envoyées à l'inspection après le nettoyage.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la fosse qui se situe dans la zone de rétention des camions de collecte est propre et totalement étanche. Des photographies qui le montrent seront envoyées à l'inspection.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la petite fosse constatée sous le auvent ne peut pas être susceptible d'être à l'origine de fuites de déchets liquides dans le sol, en cas de situation accidentelle lors d'une opération de dépotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article Annexe - Paragraphe 5.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise (...).</p>

Constats :

L'inspection a procédé à une visite de la partie Est du site : Il s'y trouve plusieurs zones de stockage de déchets (pneumatiques, bois, plastiques, ferrailles, plaques en fibro-ciment contenant peut-être de l'amiante, etc...), dont certains sont anciens. Il y a aussi des câbles noirs suivant la clôture au niveau de la partie Sud. L'exploitant précise qu'ils sont désaffectés, il s'agit donc de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tous les déchets constatés lors de la visite du site, y compris les câbles électriques, sont à évacuer en centre autorisé. Les documents montrant que ces déchets ont été pris en charge par un centre autorisé seront envoyés à l'inspection, y compris ceux relatifs aux plaques en fibro-ciment.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois